



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Déploiement des troupes françaises dans la zone des Trois Frontières

Question écrite n° 43186

Texte de la question

M. Jacques Marilossian interroge Mme la ministre des armées sur le redéploiement des troupes françaises dans la zone des Trois Frontières au Sahel. Le redéploiement de l'opération Barkhane annoncée par le président Emmanuel Macron en juin 2021 a marqué le retrait progressif des troupes françaises au nord du Mali et le renforcement de leur présence dans la zone transfrontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso. Ainsi, la France s'est engagée à enrayer le phénomène djihadiste qui touche particulièrement les civils dans cette région, civils parmi lesquels on dénombrait déjà, selon l'ONU, plus de 650 morts de janvier à septembre 2021. Or un sentiment anti-français ne cesse de croître dans la région comme l'illustre l'évènement du 20 novembre 2021, lorsqu'un convoi de soldats français a été bloqué à la fois au Burkina Faso et au Niger par les populations civiles. En effet, les civils tiennent l'armée française pour responsable de l'échec de la résolution du conflit et l'accuse même de collaborer avec certains groupes djihadistes. Les mots du secrétaire d'État burkinabè montrent également que ce sentiment gagne des membres des gouvernements concernés, puisqu'il explicite le fait que « les deux partenaires [dans le cadre de l'intervention française au Burkina Faso] auraient intérêt à revisiter ces accords de coopération ». Il souhaite connaître les pistes de travail du Gouvernement avec les États membres du G5 (Niger, Tchad Burkina Faso, Mali et Mauritanie) afin de répondre à la fois à ce sentiment anti-français et d'assurer la sécurité des troupes sur le terrain.

Texte de la réponse

Pour contrer un discours anti-français alimenté par des rumeurs et des infox, et assurer la sécurité des troupes sur le terrain, la France déploie une stratégie cohérente en lien avec ses alliés. À ce stade, il est excessif de parler de développement du sentiment anti-français dans la bande sahélo-saharienne. Les populations et militaires africains au contact de nos troupes sont généralement indifférents à ce discours, voire bienveillants vis-à-vis des Français. Je constate que là où nos troupes sont déployées, ce sentiment n'est pas prégnant, car les populations sont conscientes que les forces françaises leur apportent la sécurité. Il est vrai néanmoins qu'un discours anti-français s'est développé sous l'influence de nos adversaires et de nos compétiteurs, et que certaines élites politiques, notamment au Mali, tentent de le mettre à leur profit. Ce discours cherche naturellement à discréditer l'action de la France au Sahel. Il vise à délégitimer la force Barkhane en s'appuyant sur des thèmes grossièrement mensongers : le pillage des ressources locales par la force ; la collusion avec les terroristes ; une stratégie reposant sur un agenda caché. Pour lutter contre ces actions, les armées ont mis en place une veille du discours anti-français afin d'identifier les principaux thèmes employés, leur résonance, leur évolution ainsi que les acteurs et les stratégies à l'œuvre. Ce dispositif permet de construire une riposte aux attaques informationnelles, notamment dans le cadre de la lutte contre les infox. Parallèlement, les armées conduisent une politique de transparence vis-à-vis des populations, en expliquant, dans la limite de la sécurité des opérations, ce que font les armées et pourquoi elles le font. Cela passe par des campagnes de communication dans les médias locaux, des campagnes d'affichage, des participations à des conférences ou séminaires sur la sécurité régionale, et la diffusion de communiqués de presse réguliers. Ces actions sont menées en coordination avec nos partenaires. La transformation de l'opération Barkhane vise par ailleurs à

l'adapter à l'évolution du contexte local pour optimiser l'action de la force et renforcer la sécurité de nos troupes par le déploiement d'équipements de protection. La question de l'acceptabilité de cette transformation est un enjeu majeur au cœur du dialogue politico-militaire avec nos partenaires. Enfin, il convient de rappeler que la France n'agit pas seule mais en étroite coordination avec ses alliés et les organisations régionales existantes et que nos armées contribuent directement (actions civilo-militaires) ou indirectement (contribution sécuritaire, effet d'entraînement...) à des projets favorisant le retour de l'État ou le développement dans certaines régions en crise. Ces projets profitent directement aux populations qui peuvent ainsi mesurer les actions conduites par la France dans leur intérêt et celui de leur pays.

Données clés

Auteur : [M. Jacques Marilossian](#)

Circonscription : Hauts-de-Seine (7^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 43186

Rubrique : Défense

Ministère interrogé : [Armées](#)

Ministère attributaire : [Armées](#)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [21 décembre 2021](#), page 8960

Réponse publiée au JO le : [3 mai 2022](#), page 2973